



**SOMMAIRE**

**Page**

Point 52 de l'ordre du jour:

Procédure arbitrale: observations des gouvernements  
concernant le projet sur la procédure arbitrale établi  
par la Commission du droit international (*suite*).... 93

**Président: M. Manfred LACHS (Pologne).**

**POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (A/2456 [par. 57], A/2899 et Corr.1 et A/2899/Add.1 et 2, A/CN.4/92 \*) [suite]**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)**

1. M. SEN (Inde) élève tout d'abord, contre le projet de convention établi par la Commission du droit international (A/2456, par. 57), une critique d'ordre général. Il déplore que la commission ait jugé bon d'abandonner le principe de droit international selon lequel l'engagement d'arbitrage conclu entre Etats souverains est fondé sur l'autonomie de la volonté des parties, pour introduire dans son projet un élément d'obligation étranger à la conception classique de la procédure arbitrale. Ce faisant, la commission a sans doute voulu garantir l'efficacité du recours à l'arbitrage. En effet, il est arrivé, dans le passé, que des parties n'aient pu se mettre d'accord, notamment sur l'arbitralité d'un différend. Néanmoins, ce fait ne justifie pas certaines dispositions du projet qui dénaturent le caractère essentiel de l'arbitrage. Ces dispositions risquent d'empêcher un grand nombre d'Etats de recourir à cette procédure de règlement pacifique des différends internationaux, résultat qui irait à l'encontre des objectifs du projet de convention. La nécessité du consentement libre des parties, caractéristique essentielle de l'arbitrage, était déjà expressément reconnue dans le Traité de Jay (1794) et l'a toujours été dans tous les traités ultérieurs relatifs à l'arbitrage international.

2. Au siècle dernier, en droit interne, notamment aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni, l'une des parties à un compromis pouvait à tout instant y renoncer et soumettre le différend aux tribunaux ordinaires. Au XX<sup>e</sup> siècle, la Chambre des lords, en Angleterre, a souvent décidé que la voie judiciaire demeure ouverte toutes les fois qu'il paraît injuste d'obliger les parties à soumettre leur différend à l'arbitrage. Les tribunaux peuvent toutefois, le cas échéant, surseoir à statuer. Le droit indien contient, sur ce point, des dispositions analogues. Aux Etats-Unis d'Amérique, sauf de rares exceptions, l'une des parties à un compromis peut à tout

instant révoquer ce compromis et s'adresser aux tribunaux. Ainsi, le principe de la libre volonté des parties gouverne, d'une façon générale, la procédure du compromis. Dans certains pays, néanmoins, on a introduit dans ce domaine, en matière commerciale, un élément d'obligation afin d'assurer le règlement rapide des différends. Ces pays reconnaissent généralement aux tribunaux une compétence étendue en ce qui concerne le choix de l'arbitre et le pouvoir d'annuler les sentences.

3. Ainsi, il semblerait que les auteurs du projet de convention se soient inspirés de certaines pratiques du droit interne, surtout du droit commercial. L'élément nouveau et critiquable se retrouve dans de nombreux articles du projet. Le paragraphe 1 de l'article 2 confie à la Cour internationale de Justice le soin de déterminer si un différend doit ou non être soumis à l'arbitrage, et le paragraphe 2 du même article autorise la Cour à prescrire des mesures provisoires. Ce pouvoir discrétionnaire accordé à la Cour introduit une modification considérable de la pratique antérieure. De même, l'article 3 consacre l'intervention obligatoire de la Cour internationale de Justice. Le paragraphe 2 de l'article 3 donne à la Cour le droit de procéder, sur la demande de l'une des parties, aux nominations nécessaires pour constituer le tribunal arbitral lorsque l'autre partie s'est abstenue de le faire. Or, si l'autre partie se refuse à procéder à des nominations, c'est évidemment qu'elle ne veut pas recourir à l'arbitrage. D'autres articles, et notamment l'article 8, par. 2, l'article 28, par. 2, l'article 29, par. 4, l'article 31 et l'article 32 sont critiquables pour des raisons identiques. La procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 29 risque de prolonger la procédure arbitrale, qui, pour être efficace, doit être rapide et aboutir à une décision définitive. En tout cas, le tribunal arbitral qui a entendu la cause devrait être la seule autorité compétente en matière de revision. M. Sen se réserve de présenter ultérieurement de plus amples observations sur la compétence reconnue à la Cour internationale de Justice par l'article 31. Cette compétence extraordinaire de la Cour, qui a un caractère obligatoire pour la partie qui n'a pas contesté la validité de la sentence, ne peut avoir que des effets extrêmement fâcheux sur l'avenir de l'arbitrage en tant que moyen de règlement pacifique des différends internationaux. La délégation de l'Inde s'élève contre les articles qu'il a cités, et qui s'éloignent dangereusement de la conception classique de l'arbitrage.

4. Au chapitre II du rapport sur les travaux de sa cinquième session (A/2456), la Commission du droit international explique qu'elle a fait figurer dans le projet de convention des dispositions nouvelles destinées à assurer l'efficacité de l'engagement d'arbitrage. Il semble néanmoins préférable de ne pas s'écarter des règles traditionnelles, car ces éléments nouveaux n'ont pour effet que de nuire à l'objectif essentiel du projet de convention.

5. Outre les raisons pratiques qui militent en faveur du principe de l'autonomie de la volonté des parties à

\* Document non publié en français à la date de parution du présent compte rendu.

l'engagement d'arbitrage, d'autres motifs sérieux paraissent s'opposer à l'intervention de la Cour internationale de Justice. La Cour, en effet, est un organe créé par la Charte des Nations Unies. Sa compétence est nécessairement limitée aux cas prévus par la Charte. On ne peut par conséquent étendre ses attributions sans amender la Charte. Or, il est douteux que les fonctions assignées à la Cour dans le projet de convention rentrent dans le cadre des attributions de la Cour telles qu'elles ont été prévues à l'Article 36 de son statut, lequel fait partie intégrante de la Charte. L'expression "traités et conventions en vigueur", employée au paragraphe 1 de cet article 36, ne concerne évidemment que les traités et conventions en vigueur à l'époque de la signature de la Charte.

6. Enfin, les divergences d'opinions à la Sixième Commission et le fait que de nombreux représentants ont exprimé des doutes graves sur l'opportunité de l'élément d'obligation introduit dans le projet de convention montrent nettement que ce projet n'est pas acceptable sous sa forme actuelle.

7. M. Sen attire l'attention de la Commission sur les conclusions du Gouvernement du Royaume-Uni (A/2899, sect. 11). La délégation de l'Inde serait disposée à étudier toute suggestion tendant à permettre un examen plus approfondi de la question. L'Assemblée pourrait par exemple convoquer une conférence, à laquelle les Etats non membres seraient également conviés, aux fins de rédiger une convention en tenant compte du projet établi par la Commission du droit international et des débats à la Sixième Commission, ou renvoyer la question à la Commission du droit international aux fins de consultation avec les Etats Membres. M. Sen pense qu'il sera possible de mettre au point une procédure acceptable pour un très grand nombre d'Etats Membres, et il conclut en félicitant la Commission du droit international de son excellent travail.

8. M. CHELDOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que l'Article 33 de la Charte des Nations Unies dispose que tous différends entre Etats doivent être réglés par des moyens pacifiques; les parties à tout différend doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, de médiation, d'arbitrage, etc. La République socialiste soviétique de Biélorussie a toujours donné son appui, comme elle continue à le faire, à cette importante disposition de la Charte, ainsi qu'aux autres dispositions fondamentales de cet instrument.

9. Tous les peuples de la terre désirent ardemment vivre en paix. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée il y a 10 ans, ce désir ardent de tous les peuples a été considéré comme un axiome. Il convient d'en tenir compte dans l'examen de la question de la procédure arbitrale, qui est un des moyens de régler pacifiquement les différends entre les Etats.

10. Pour ces raisons, la délégation de la RSS de Biélorussie est favorable, en principe, à l'élaboration d'une convention internationale sur la procédure arbitrale qui servirait de guide aux gouvernements. Cependant, elle estime qu'il convient, en préparant une telle convention, de respecter les principes établis du droit international et de la pratique en matière de traités. Le premier, et peut-être le plus important, de ces principes est celui de l'accord volontaire de toutes les parties sur le fait de soumettre un différend à l'arbitrage. Les Etats qui ont décidé de régler leurs différends par voie d'arbitrage doivent être disposés à accepter la sentence rendue par les arbitres.

11. La Convention de La Haye de 1899, dans son article 15, celle de 1907 dans son article 37, énoncent ces principes. La doctrine est dans le même sens; on peut notamment citer *International Tribunals, Past and Future*, de M. O. Hudson, et *International Law*, de L. Oppenheim, où l'auteur fait mention d'une décision rendue en 1923 par la Cour permanente d'arbitrage, et aux termes de laquelle aucun Etat ne peut être obligé, sans son assentiment, de soumettre un différend à la médiation à l'arbitrage, etc.

12. Ceci étant, on est obligé de constater que, si le projet établi par la Commission du droit international contient quelques dispositions acceptables, il renferme aussi, comme la délégation de la RSS de Biélorussie l'a fait observer dès la huitième session, des innovations qui modifient considérablement les principes traditionnels et qui tendent à supprimer la distinction entre l'arbitrage et les organes judiciaires internationaux.

13. Le paragraphe 1 de l'article 2 du projet va directement à l'encontre du principe de la libre volonté. Les dispositions qui organisent l'intervention de la Cour internationale de Justice ou de son président sont, de même, contraires aux principes établis. Le projet crée, en quelque sorte, au lieu de tribunaux d'arbitrage, des organes absolument différents qui seraient des dépendances de la Cour internationale de Justice, dotées d'une juridiction obligatoire.

14. Le projet sous sa forme actuelle est donc inacceptable dans son ensemble. Il a d'ailleurs soulevé de très nombreuses critiques. M. Cheldov en énumère un certain nombre en citant les observations présentées, notamment par les gouvernements de l'Inde, du Chili, de la Belgique et du Royaume-Uni (A/2899). Il rappelle que l'on a reproché, entre autres, au projet d'attribuer à la Cour internationale de Justice une juridiction obligatoire et le droit d'interpréter la sentence, et de reléguer la procédure arbitrale au rang de tribunal de rang inférieur.

15. La délégation de la RSS de Biélorussie estime donc qu'avant de recommander le projet aux gouvernements, il convient de le reviser, en tenant compte de toutes les observations formulées, et de le fonder sur le principe de l'autonomie de la volonté des parties, toute intervention extérieure étant exclue.

16. M. VALOIS (Canada) tient à féliciter la Commission du droit international de l'œuvre utile qu'elle a accomplie en élaborant un projet de convention sur la procédure arbitrale qui s'efforce de garantir l'efficacité de l'engagement d'arbitrage. Le projet dont la Sixième Commission est saisie respecte, sur la plupart des points, les principes établis; mais il cherche à empêcher toute tentative faite pour se soustraire aux conséquences de l'engagement d'arbitrage, une fois celui-ci librement assumé.

17. Ainsi qu'elle l'a déclaré à la huitième session de l'Assemblée générale et dans les observations présentées en exécution de la résolution 797 (VIII) de l'Assemblée générale (A/2899, sect. 4), la délégation canadienne souhaite l'adoption universelle d'une procédure uniforme d'arbitrage. Elle pense cependant que le projet qu'a rédigé la Commission du droit international devrait être modifié à divers égards.

18. L'article premier dispose que l'engagement de recourir à l'arbitrage peut viser des contestations déjà nées ou des contestations éventuelles. A la huitième session, le Président de la Commission du droit international a déclaré à la Sixième Commission qu'en l'absence de ré-

serve formelles faites lors de la signature ou de l'adhésion, le projet sur la procédure arbitrale s'appliquerait même à des engagements d'arbitrage souscrits antérieurement (387ème séance, par. 20). Cette application rétroactive automatique pourrait donner naissance à des difficultés sérieuses, et il conviendrait donc de modifier l'article en question afin de les éviter.

19. De l'avis de la délégation canadienne, il n'y a pas lieu de renvoyer le projet à la Commission du droit international, car ce texte reflète l'opinion mûrement réfléchie des membres de cette commission. C'est aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'il appartient maintenant d'étudier les modifications qui doivent y être apportées et de décider du sort de ce projet. La meilleure solution serait la conclusion d'une convention internationale, qui, même si elle ne recueillait pas au début de nombreuses adhésions, servirait la cause du développement futur du droit international. Cependant, le temps manquera à la Commission pour procéder à une étude détaillée du texte à la présente session. Il en sera de même à la prochaine session en raison d'un ordre du jour déjà extrêmement chargé.

20. Dans ces conditions, la délégation du Canada est disposée à appuyer l'idée d'une conférence internationale, à condition qu'un nombre suffisant d'Etats, 20 par exemple, soient disposés à y participer. En attendant, on pourrait très utilement recommander aux Etats de prendre le projet comme modèle lorsqu'ils envisagent de conclure des conventions d'arbitrage bilatérales ou multilatérales.

21. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) tient à préciser sur certains points les observations présentées par la Commission des études territoriales du Honduras (A/2899/Add.2). Le Honduras, qui est partie à un grand nombre de conventions arbitrales, attache une importance particulière à l'arbitrage international. C'est notamment par voie d'arbitrage que ses frontières ont été délimitées. La Commission du droit international doit être félicitée d'avoir voulu assurer l'efficacité des procédures arbitrales, car il ne faut pas que les divergences de vues entre Etats puissent mener à des différends ou à des conflits qui risquent de menacer la paix. Mais le projet établi par la Commission du droit international renferme des imprécisions et, s'il était adopté, son application donnerait lieu à des difficultés.

22. Les tentatives de codification sont très utiles, car il est souhaitable de parvenir à des traités de nature générale. Les Etats américains y attachent une grande importance, et il convient de rappeler à cet égard que la Commission du droit international a envisagé de se faire représenter par un observateur au Conseil inter-américain de juristes. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Etats américains doivent étudier de plus près les traités en vigueur afin d'éviter les imprécisions qui résultent de la multiplicité d'accords dissemblables quant à la forme et quant au fond. Le projet de convention ne prévoit pas ce qu'il adviendrait des traités en vigueur : il serait impossible de ne pas tenir compte des engagements souscrits, par exemple, par les Etats qui ont ratifié le Traité américain de règlement pacifique (Pacte de Bogota) ou qui sont parties au Traité général d'arbitrage interaméricain, signé en 1929.

23. Le texte de l'article premier du projet de convention est inacceptable, car, comme la Commission des études territoriales du Honduras l'a indiqué, il peut donner lieu à diverses interprétations. Le mot "contestations" a

un sens particulier. Pour qu'il y ait contestation, il faut que l'une des parties porte plainte et que l'autre réponde. Si cette dernière accepte la thèse de son adversaire, il n'y a pas contestation. Le projet devrait à cet égard préciser de quelles contestations il s'agit, comme le fait l'article VI du Pacte de Bogota. La délégation du Honduras partage sur ces points l'opinion exprimée par l'Argentine, le Chili et la Yougoslavie dans les observations qu'ils ont communiquées au Secrétaire général (A/2899).

24. La notion de rétroactivité ne peut être introduite dans le droit international, comme le représentant d'Israël l'a fait observer à la 461ème séance. D'autre part, le projet de convention ne peut viser les différends qui ont été déjà réglés par voie d'entente entre les parties ou ceux dont le règlement est, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, confié à des organismes régionaux. Deux traités distincts ne peuvent s'appliquer dans une même affaire, et il serait difficile d'établir entre eux un ordre de priorité. Un différend risquerait d'autre part de donner lieu à un conflit de compétence. Sur aucun de ces points, le projet ne prévoit de solution.

25. L'article 2 est inacceptable, car il pourrait provoquer de graves complications si une partie l'interprétait de mauvaise foi ou à son avantage pour tirer parti d'une situation de fait. Il marque sur ce point un recul en droit international, car, tel qu'il est rédigé, il porte atteinte aux principes qui sont à la base de l'arbitrage. L'autonomie de la volonté des parties est à l'origine du compromis dont découle l'obligation arbitrale. Plusieurs auteurs ont insisté sur ce point en précisant que l'arbitrage est une solution intermédiaire entre le règlement par voie de négociations directes entre les parties et le règlement judiciaire. Les conditions de validité du compromis d'arbitrage sont les mêmes que celles de tout traité international. Si une partie recourt à l'arbitrage, c'est pour demander l'application du droit.

26. La Commission du droit international a attaché trop d'importance au caractère obligatoire de la procédure arbitrale et n'a pas tenu compte des dangers que cet élément d'obligation implique. Il ne fait aucun doute que les contestations déjà nées doivent être exclues. Sans préjudice des observations qu'il vient de présenter, M. López Villamil estime que le paragraphe 1 de l'article 4 pourrait être supprimé, et que le paragraphe 2 pourrait être incorporé à l'article 3.

27. La Commission des études territoriales a déjà indiqué que l'on pourrait ajouter à l'article 26 un nouveau paragraphe qui s'inspirerait des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 94 de la Charte : si l'une des parties à un différend ne remplissait pas les obligations que lui impose une sentence arbitrale, l'autre partie pourrait saisir le Conseil de sécurité, qui, s'il le jugeait nécessaire, ferait des recommandations ou déciderait des mesures à prendre pour assurer l'exécution de la sentence. Cet amendement est nécessaire si l'on veut renforcer l'institution arbitrale. Il faut également respecter l'autorité de la chose jugée qui s'attache à la sentence arbitrale. M. López Villamil cite, à titre de précédents, divers traités qui proclament le principe de *uti possidetis juris*.

28. Dans son commentaire (A/CN.4/92), le Secrétaire rappelle, à propos de l'article 29 du projet, les dispositions de l'article 55 de la Convention de La Haye de 1899 et de l'article 83 de la Convention de La Haye de 1907, qui assurent aux parties une certaine protection. Dans le projet de convention, la sentence a une

valeur très limitée, puisqu'elle peut être révisée et annulée par un organe jusque-là étranger à l'instance. L'article 29 risque de donner lieu à des abus et de permettre à la partie perdante d'introduire des recours injustifiés. Le tribunal peut, il est vrai, se prononcer sur la recevabilité de la demande en révision, mais cette disposition de l'article 29 ne suffit pas, car le caractère définitif de la sentence doit demeurer la base de l'arbitrage international. Il serait toujours facile à la partie perdante d'alléguer la découverte d'un fait nouveau. La sentence, une fois rendue, doit être considérée comme définitive, et ne doit pas pouvoir faire l'objet d'une révision ou d'une demande en nullité, qui risqueraient de remettre en cause une affaire déjà réglée.

29. La majorité des Etats Membres ne pourront, semble-t-il, accepter ces dispositions. Au cas où le projet serait cependant adopté, le Gouvernement du Honduras serait tenu de formuler des réserves formelles. Le droit romain, déjà, n'admettait aucun recours contre les sentences arbitrales, et certains auteurs contemporains ont fait observer que la sentence avait la même valeur obligatoire qu'un texte législatif. Un organe qui n'a pas entendu la cause lui-même ne peut examiner la demande en révision. Les Etats qui ont été présents à l'instance et n'ont pas protesté ne peuvent par la suite demander que la sentence soit révisée ou annulée. Ce serait encourager les abus et la mauvaise foi. La validité de la sentence arbitrale ne dépend pas du tribunal qui la rend, mais tient au compromis dont elle résulte.

30. M. López Villamil réserve la position de sa délégation en ce qui concerne la convocation éventuelle d'une conférence internationale.

31. M. GARCIA AMADOR (Cuba) estime que la Sixième Commission s'éloigne de la question qui constitue le fond du débat: le projet établi par la Commission du droit international peut-il servir de base à une convention sur la procédure arbitrale?

32. Certains Etats Membres ont fait valoir que ce projet était contraire à la pratique établie en ce sens qu'il ne respectait pas le caractère volontaire et contractuel de l'arbitrage. Il convient cependant d'indiquer que le projet subordonne l'arbitrage à la volonté des Etats. Il offre aux parties la possibilité de se mettre d'accord sur l'arbitrabilité du différend, la composition du tribunal et le contenu du compromis. Sur ces points, il ne fait donc que consacrer le système traditionnel, dans lequel les parties peuvent toujours se soustraire à l'obligation qu'elles ont contractée. Mais le projet de la Commission du droit international s'efforce de remédier aux inconvénients qui découlent de cet état de choses, et d'assurer l'efficacité de la procédure arbitrale. Les dispositions qu'il renferme à cet effet ne peuvent être considérées comme une innovation en droit international: on les retrouve dans l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, dans le Pacte de Bogota et dans d'autres instruments plus récents et toujours plus nombreux. Les Etats qui acceptent de soumettre à l'arbitrage leurs différends de caractère juridique ne peuvent donc juger ces dispositions inacceptables. L'Etat qui contracte l'obligation de recourir à l'arbitrage n'ignore pas qu'il contracte par le fait même d'autres obligations, en ce qui concerne par exemple la composition du tribunal ou l'arbitrabilité du différend. Il ne peut donc s'opposer à ce que l'on prenne des garanties pour assurer le respect de l'obligation initiale.

33. L'arbitrage est une tradition déjà ancienne dans l'histoire des Etats américains. A la suite de la deuxième

Conférence internationale américaine, tenue à Mexico en 1901-1902, les Etats américains ont signé des conventions stipulant l'arbitrage obligatoire en cas de différend portant sur des obligations pécuniaires. Ils recourent à l'arbitrage pour remédier aux abus auxquels pourrait donner lieu l'exercice du droit de protection diplomatique lorsqu'il met en cause la responsabilité d'un Etat qui aurait manqué à ses obligations internationales. Aux termes de l'article premier du Traité général d'arbitrage interaméricain (1929), les Etats américains se sont engagés à soumettre tous leurs différends à arbitrage. Pour les républiques américaines comme pour les pays qui se trouvent dans la même situation, les dispositions du projet qui semblent innover en droit international ne constituent en fait qu'une garantie de plus en matière de règlement pacifique des différends.

34. Le projet de convention, si on l'examine dans l'abstrait, institue un système rigide, alors que les différends varient beaucoup tant par leur nature que par les circonstances politiques ou autres dans lesquelles ils naissent. Ce projet, dont la valeur est indiscutable, ne peut évidemment s'appliquer dans chaque cas particulier, car tel n'est pas son objet. L'Assemblée générale devrait donc le recommander comme modèle ou comme guide. Les Etats membres conserveraient alors leur liberté d'action; ils s'inspireraient, dans leurs accords internationaux, des principes qu'il renferme et les appliqueraient à chaque cas d'espèce.

35. M. García Amador annonce que sa délégation présentera un projet de résolution en ce sens.

36. M. VALLAT (Royaume-Uni) souligne que le projet de convention constitue le point le plus important de l'ordre du jour de la Sixième Commission, et tient à rendre hommage à la Commission du droit international, qui, en mettant au point le texte de ce projet, a servi très utilement la cause du droit international.

37. A deux reprises, en 1953 et en 1955, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué ses observations au Secrétaire général (A/2456, annexe I, sect. 9, et A/2899, sect. 11). Il est regrettable que la Commission du droit international n'ait pas retenu les suggestions formulées en 1953 par le Royaume-Uni et d'autres Etats au sujet des articles 29 à 32, qui, sous leur forme actuelle, risquent de nuire au caractère définitif de la sentence arbitrale et de prolonger de façon abusive la procédure d'arbitrage.

38. Le projet peut encore être amélioré sur d'autres points, et il pourrait être transformé en une convention susceptible d'être acceptée par un nombre important d'Etats Membres. La délégation du Royaume-Uni estime qu'il serait préférable de convoquer une conférence spéciale qui élaborerait une convention à partir du projet élaboré par la Commission du droit international. La Sixième Commission ne dispose pas d'assez de temps pour examiner le projet article par article. Il serait d'autre part inutile de le renvoyer à la Commission du droit international, qui a déjà révisé son projet initial en tenant compte des observations que les gouvernements ont présentées en 1953.

39. La majorité des gouvernements qui ont présenté des observations sur le nouveau projet paraissent en approuver les dispositions essentielles. Certains amendements proposés sont, il est vrai, de portée assez vaste, mais une conférence internationale pourrait précisément les examiner et en tenir compte dans l'élaboration de la convention. Cette conférence pourrait aplanir les divergences de vues, car, si certains gouvernements s'opposent

à l'ensemble du projet, beaucoup d'autres devraient pouvoir parvenir à un accord. Les rapports de la Commission du droit international, les observations des gouvernements et le commentaire du Secrétariat constituent une documentation suffisante. La conférence pourrait mettre au point le texte des clauses finales et notamment, si elle le jugeait nécessaire, des clauses relatives aux réserves et à la réciprocité.

40. Le projet, sous sa forme actuelle, ne peut être con-

sidééré comme un modèle parfait, mais son utilité n'est pas douteuse et il pourrait servir de base à une nouvelle convention sur la procédure arbitrale. Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à présenter, avec d'autres délégations, un projet de résolution autorisant le Secrétaire général à convoquer une conférence chargée de rédiger cette convention, s'il en était prié, par exemple, par 20 Etats Membres.

La séance est levée à 13 heures.